

Conditions générales de livraison et de paiement de la société Peiner Träger GmbH.

Valables à compter du 01.05.2005

A. Dispositions générales

I.-Conclusion du contrat

1. Toutes nos livraisons et prestations sont régies par les présentes conditions de livraison et de paiement. Toutes conditions de vente contraires ou divergentes de l'acheteur sont réputées ne pas faire partie intégrante du contrat et sont, par conséquent, inapplicables, même en l'absence de toute contestation expresse de notre part ou nonobstant une livraison de notre part.
2. Nos offres sont sans engagement.
3. Toute commande de l'acheteur, quelle qu'en soit la forme, n'est valable que sous réserve d'acceptation expresse de notre part. Le silence de notre part, suite à une telle commande, ne saurait en aucun cas valoir acceptation de la commande.
4. Toute déclaration de notre part visant la conclusion, la modification ou la cessation des contrats nécessite la forme écrite pour être valable. Toutefois, les confirmations de commandes établies à la machine sont valables sans signature.

II. Prix d'achat et conditions de paiement

1. Pour ce qui concerne les marchandises faisant l'objet du contrat, les prix des produits indiqués sur la liste des barèmes spécifiques s'appliquent, à condition et dans la mesure où aucune autre convention n'a été conclue avec l'acheteur. Dans ce cas, le barème de prix applicable pendant la période de livraison fixée est le barème contractuellement prévu, sauf à convenir d'un prix ferme au jour de la livraison.
2. Dans le cas où une réception ou un contrôle des produits a été convenu, les frais de cette réception liés au coût de la main d'œuvre sont mis à la charge de l'acheteur. Les frais matériels de la réception font l'objet d'une facturation sur la base de notre barème. La réception a lieu dans l'usine du fournisseur.
3. Dans l'hypothèse où nous nous engageons à tenir compte de demandes ou instructions particulières de l'acheteur pour lesquelles aucune modalité de détermination de prix n'est prévue par nos barèmes, cet engagement n'est valable que sous réserve d'obtention d'un accord sur le prix.
4. L'expédition des marchandises donne lieu à l'application des suppléments de prix conformément aux dispositions figurant dans la section B.IV. des présentes conditions.
5. Le prix d'achat est exigible au plus tard le quinzième jour civil du mois suivant la livraison ou la remise des marchandises.
6. Si la livraison ou la mise à disposition de la marchandise fabriquée par nous ne doit intervenir que sur demande de l'acheteur, nous sommes en droit de procéder à la facturation à compter de la date de l'émission de l'avis de disponibilité pour

expédition. Dans ce cas, le paiement du prix d'achat vient à exigibilité au plus tard le quinzième jour civil du mois suivant l'émission de l'avis de disponibilité des marchandises. Tous droits résultant d'un retard d'acceptation, ainsi que le droit de déclarer l'exigibilité immédiate, conformément aux dispositions de l'article 9 de la section II ci-dessous ne s'en trouvent pas affectés.

7. Le paiement doit être effectué sans déduction d'escompte de façon à nous permettre de disposer de la somme au jour de l'échéance. Tout retard de paiement donne lieu à l'application des intérêts moratoires au taux d'intérêts de base en vigueur majoré de huit points. En outre, nous nous réservons le droit de faire valoir un préjudice plus important.
8. L'acheteur ne dispose des droits à compensation qu'à condition que les créances concernées soient incontestées ou titrées par un titre judiciaire ayant l'autorité de la chose jugée. Aucun droit de rétention n'est ouvert à l'acheteur, sauf si la créance en contrepartie prend sa source dans le même contrat.
9. Si des événements de nature à entraîner une aggravation substantielle de la situation patrimoniale de l'acheteur et à mettre en cause nos créances venaient à se produire ultérieurement, nous sommes en droit de déclarer leur exigibilité immédiate, et ce indépendamment de la durée de validité des lettres de changes acceptées à titre de paiement.
10. Dans les cas prévus par l'article II. 9. ainsi que dans les cas prévus par les dispositions de la section A.V.8., nous sommes également en droit de révoquer l'autorisation de prélèvement (cf. section A.V.7.) et d'exiger, pour les livraisons restant à effectuer, le versement d'un acompte ou la constitution de sûretés adéquates.
11. L'acheteur peut éviter les conséquences juridiques prévues par l'article II.9. et par les dispositions de la section A.V.8. en procédant à la constitution de sûretés à concurrence du montant de nos créances mises en péril. Si dans les cas précisés à l'article II.9. et à la section A.V.8. des présentes conditions, l'acheteur ne vient pas à s'exécuter dans un délai raisonnable ni par le versement d'un acompte ni par la constitution d'une sûreté adaptée, le droit nous est ouvert de prononcer la résiliation du contrat, à l'exclusion de tous droits de l'acheteur à dommages et intérêts.
12. Les dispositions légales applicables en matière de retards de paiement restent en vigueur.
13. Tout retard de paiement résultant d'une dégradation substantielle de la situation patrimoniale de l'acheteur, nous ouvre également le droit de résilier le contrat, sans qu'il y ait lieu de fixer un préavis. Les dispositions de l'art. 321 du Code civil allemand (BGB) demeurent valables.
14. Si une modification substantielle des coûts des matières premières, des produits primaires, de l'énergie, des prestations de transport ou de la protection de l'environnement ou l'introduction d'une nouvelle taxe, ou les augmentations significatives des taxes ou droits similaires déjà existants, qu'ils soient de nature privée ou publique, entraînent globalement ou séparément une augmentation substantielle de nos coûts de production par rapport aux coûts pris en compte au moment de la conclusion du contrat, la faculté nous est ouverte de procéder à une augmentation unilatérale des prix, et ce nonobstant les barèmes de prix existants. La

présente disposition ne s'applique pas lorsqu'une date de livraison, ferme ou non, a été convenue, se situant dans les trois premiers mois suivant la conclusion du contrat. En outre, la présente disposition est également inapplicable dans la mesure où les modifications des coûts étaient réellement prévisibles. Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux contrats cadre avec convention de prix fermes étant précisé que le délai de trois mois ci-dessus commence à courir à la date de la conclusion du contrat cadre. L'augmentation de prix est limitée à l'augmentation réelle des coûts et l'acheteur en est informé sans délai. Il dispose d'un délai de deux semaines à compter de la date de réception de cette information pour résilier le contrat, à l'exclusion de tous autres droits.

III. Sûretés

Sans préjudice de nos droits résultant des dispositions légales et contractuelles, la faculté nous est ouverte de demander, en garantie de nos créances, la constitution des sûretés de nature et étendue usuelles, et ce même si nos créances sont soumises à des conditions ou limitées dans le temps.

IV. Compensation des créances au sein du groupe

1. En accord avec toutes les sociétés du groupe de la société anonyme Salzgitter AG, nous sommes en droit de procéder à la compensation de toutes les créances détenues par nous à l'égard de l'acheteur avec toutes les créances que l'acheteur détient à notre égard, à l'égard de la Salzgitter AG ou des sociétés de son groupe, quel qu'en soit le fondement juridique. La présente disposition s'applique également lorsqu'un paiement en espèces a été convenu par une partie alors qu'un paiement par lettre de change ou autres moyens de paiement acceptés sous réserve d'encaissement a été convenu par l'autre partie. Le cas échéant, seul le solde est concerné par ces conventions. En cas de différences des dates d'exigibilité des créances, la facturation est établie sur la base de la date de valeur.
2. Les sociétés du groupe de la société anonyme Salzgitter AG se caractérisent par la mention figurant sur leur papier à en-tête indiquant qu'il s'agit «d'une entreprise du groupe Salzgitter». Une liste complète des sociétés du groupe est disponible sur demande.
3. Toute sûreté constituée à notre profit ou au profit de l'une des sociétés précitées garantit les créances de toutes les sociétés du groupe.

V. Réserve de propriété

1. **Les produits livrés restent notre propriété (marchandise grevée par la réserve de propriété) jusqu'au paiement intégral de toutes les créances, et notamment de nos créances nées du solde des créances après compensation que nous détenons à l'égard de l'acheteur dans le cadre de nos relations d'affaires. La présente disposition s'applique également aux créances futures et aux créances soumises aux conditions, comme par exemple dans le cas de lettres de change inversées (« Umkehrwechsel »).**
2. **Le façonnage et la transformation de la marchandise, objet de la présente réserve**

de propriété, interviennent pour notre compte en tant que fabricant selon § 950 du Code civil allemand (« BGB ») sans qu'un engagement quelconque en découle pour nous. Les marchandises faisant l'objet de façonnage ou de transformation sont réputées grevées par la présente clause de réserve de propriété au sens des dispositions de l'article V.1.

- 3. En cas de transformation, d'association ou d'incorporation que l'acheteur réalise à partir des marchandises grevées par la réserve de propriété avec d'autres marchandises, nous acquérons la copropriété de la chose ainsi créée dont la valeur se détermine au prorata de la valeur facturée au titre de la marchandise grevée par la réserve de propriété par rapport à la valeur de facturation des autres marchandises utilisées. Si notre droit de propriété venait à s'éteindre suite aux opérations de transformation, d'association ou d'incorporation, l'acheteur cède d'ores et déjà à notre profit ses droits de propriété ou ses droits de créances futurs auxquels il peut prétendre sur les produits ou la chose nouvellement créés. Cette cession des droits s'opère au prorata de la valeur de facturation de la marchandise faisant l'objet de la réserve de propriété. En cas de transformation, cette valeur se détermine au prorata de la valeur facturée au titre de la marchandise grevée par la réserve de propriété par rapport à la valeur facturée au titre des autres marchandises utilisées dans le cadre de cette opération. L'acheteur assure gratuitement pour notre compte la garde de la marchandise issue de la transformation. Nos droits de copropriété sont également grevés par la réserve de propriété au sens des dispositions de l'article V. 1.**
- 4. L'acheteur a le droit de revendre la marchandise grevée par la réserve de propriété uniquement dans le cadre de ses activités commerciales habituelles et conformément à ses conditions de vente usuelles tant qu'il n'accuse pas de retard de paiement et à condition de se réserver la propriété de la chose vendue et d'opérer à notre profit une cession des créances nées de la revente, conformément aux dispositions des articles V. 5. et V. 6. des présentes conditions. Tout autre acte de disposition concernant la marchandise grevée par la réserve de propriété est interdit à l'acheteur. La notion de la revente au sens des dispositions de la section A.5. comporte également l'utilisation de la marchandise grevée par la réserve de propriété aux fins d'exécution des contrats d'entreprise.**
- 5. Les créances de l'acheteur nées de la revente de la marchandise grevée par la présente réserve de propriété font d'ores et déjà l'objet d'une cession à notre profit. Elles sont affectées à la garantie de nos créances au même titre que la marchandise grevée par la réserve de propriété au sens des dispositions de l'article V.1. des présentes conditions.**
- 6. Si la marchandise faisant objet de la présente réserve de propriété vient à être revendue par l'acheteur avec d'autres marchandises, la créance née de la revente est cédée à notre profit au prorata de la valeur de facturation de la marchandise grevée par la réserve de propriété par rapport à la valeur de facturation des autres marchandises. En cas de revente des marchandises sur lesquelles nous détenons des droits de copropriété au sens de l'article V.3., la cession des créances nées de la revente s'opérera à notre profit au prorata de notre quote-part de copropriété.**
- 7. L'acheteur est en droit de procéder au recouvrement des créances nées de la revente, sauf révocation de l'autorisation de recouvrement de notre part dans les**

cas prévus dans les sections A. II. 9. et A. V. 8. Sur notre demande, l'acheteur a l'obligation d'informer immédiatement ses clients de la cession de créances opérée à notre profit, dans la mesure où nous ne procédons pas nous-mêmes à cette information. En outre, l'acheteur est tenu de nous communiquer toutes informations et de nous remettre tous documents nécessaires au recouvrement.

Aucun droit de céder les créances n'est conféré à l'acheteur.

- 8. Si l'acheteur est en retard de paiement et si ce retard implique un risque de voir une partie non négligeable de nos créances devenir irrécouvrables, le droit nous est ouvert d'interdire la transformation de la marchandise livrée, de la reprendre et, le cas échéant, de pénétrer dans l'entreprise de l'acheteur pour procéder à la reprise de la marchandise. La reprise de la marchandise grevée par la réserve de propriété n'est pas constitutive d'une résiliation du contrat.**
- 9. L'acheteur est tenu de nous informer immédiatement de toute saisie ou de toute action intentée par des tiers.**
- 10. Si la valeur de réalisation de la totalité des sûretés constituées est supérieure de plus de 10 pour cent à la valeur des créances garanties, obligation nous est faite de consentir à la demande de l'acheteur la mainlevée des sûretés, étant précisé que le choix des sûretés dont la mainlevée peut être accordée nous appartient.**

B. Objet du contrat et exécution de la livraison

I. Objet de la livraison, fabrication et l'origine des marchandises

1. L'objet de la livraison, sa quantité et sa qualité sont déterminés sur la base des accords écrits individuels.
2. Notre gamme de produits est fabriquée principalement en utilisant des produits primaires fabriqués à partir de nos propres laminages ou par nos propres procédés de façonnage ou de transformation. La proportion entre notre propre production et la production des tiers est fixée par nos soins dans le cadre de la gestion de production. Sur demande, nous communiquons à l'acheteur toutes les informations à ce sujet. En ce qui concerne les parties de la prestation contractuelle dont la fabrication est prévue à partir de nos propres produits primaires ou dont la production doit avoir lieu dans nos installations industrielles, notre obligation d'exécution se limite précisément à ces formes de notre production (obligation restreinte de livrer une chose de genre). Il en résulte qu'en cas d'incapacité ou d'impossibilité de produire nous-mêmes, notre obligation d'effectuer des achats de substitution se limite exclusivement à ces parties de la prestation contractuelle précisément identifiables qui, compte tenu des impératifs de notre gestion de production, doivent être achetées ailleurs ou fournies par des tiers.
3. L'acheteur n'est pas en droit d'exiger que la marchandise livrée provienne de l'Union Européenne, conformément aux règles de préférences applicables en matière des douanes, sauf si cette origine des marchandises a fait l'objet d'une convention expresse.

II. Réserves de livraison; délais; force majeure

1. Les quantités, délais et dates de livraison sont valables sous réserve d'incidents de production imprévisibles et à condition que notre approvisionnement en matières premières, en produits primaires et prestations des tiers intervienne dans les délais, de manière correcte et suffisante. L'inobservation des délais et dates de livraisons confirmées sous réserve ne saurait constituer un retard de livraison.
2. Les délais de livraison courent à compter de la date de notre confirmation de commande. Cependant, ils ne sauraient commencer avant que tous les détails de la commande ne soient précisés. Cette disposition s'applique également aux dates de livraison.
3. Si l'acheteur ne s'acquitte pas en temps utile de ses obligations contractuelles, y compris des obligations de coopération ou autres obligations accessoires mises à sa charge telles que par exemple l'ouverture d'un accord de crédit, la production d'attestations nationales ou étrangères, le versement d'un acompte, etc., le droit nous est ouvert de proroger de manière équitable nos délais de livraison et de reporter nos dates de livraison en fonction de nos impératifs en termes de production et ce, sans préjudice de tous nos droits nés du retard de l'acheteur.
4. Pour le respect des délais et dates de livraison, le moment de l'expédition départ usine est déterminant. Si la marchandise ne peut pas être livrée dans les délais, et ce, sans faute de notre part, les délais et dates de livraison sont considérés comme respectés au moment de l'émission de l'avis de disponibilité pour expédition.
5. La force majeure a pour effet de suspendre les obligations contractuelles des parties au contrat, de reporter les dates et de proroger les délais d'exécution des obligations contractuelles. Sont également considérés comme cas de force majeure les conflits sociaux tant dans nos propres entreprises que dans les autres, les perturbations importantes des transports, le bris de machines grave, le fait du prince, ainsi que tout autre événement dont la responsabilité n'incombe à aucune des parties. Tout cas de force majeure doit être immédiatement porté à la connaissance de l'autre cocontractant. Si l'événement relevant de force majeure perdurait pendant plus de quatre semaines, la faculté est ouverte à chacune des parties contractantes de résilier le contrat, à l'exclusion de toute obligation de réparation.
6. En cas de non-respect des délais ou des dates de livraison, les droits selon §§ 281, 323 du Code civil allemand (BGB) ne sont ouverts à l'acheteur qu'à condition que nous nous trouvions en retard et qu'il nous ait imparti un délai de livraison supplémentaire convenable et qu'il nous ait indiqué – par dérogation aux dispositions des §§ 281, 323 du Code civil allemand (BGB) – qu'il refuserait la réception de la livraison après l'expiration de ce délai. En cas d'expiration infructueuse du délai de livraison supplémentaire accordé, le droit de demander l'exécution est exclu.
7. En cas des dommages ou frais supplémentaires engendrés par les retards d'exécution de la prestation due, notre responsabilité n'est engagée que si l'inobservation des délais et dates de livraison réputés fermes est due à une faute de notre part. Dans ce cas, l'étendue de notre responsabilité est déterminée conformément aux dispositions de la section C des présentes conditions.

Nonobstant son obligation légale de prendre toute mesure conservatoire permettant de limiter l'étendue du dommage, l'acheteur est en particulier tenu de nous informer

immédiatement et par écrit de tout risque de dommage dû aux retards d'exécution. Dans la mesure où les conditions prévues par l'article II. 6. ne sont pas réunies, la mise en œuvre d'un achat de substitution nécessite l'obtention de notre accord préalable. Nous nous réservons le droit de faire au client des propositions concernant les possibilités d'achat de substitution.

8. L'acheteur est en droit de résilier le contrat sans préavis dans la mesure où il nous est définitivement impossible de procéder à la totalité de la livraison avant le transfert des risques. En outre, l'acheteur peut résilier le contrat si dans le cadre d'une commande l'exécution d'une partie de la livraison s'avérait impossible et s'il justifie d'un intérêt légitime de refuser la livraison partielle. A défaut, le client est tenu au paiement de la quote-part du prix contractuel due au titre de la livraison partielle. Les mêmes dispositions viennent à s'appliquer en cas de notre incapacité d'exécuter notre obligation. Par ailleurs, les dispositions de la section C. s'appliquent.

III. Dimensions, poids, qualité

1. En l'absence de convention contraire en matière de la détermination du poids, les poids sont définis de façon théorique par le poids spécifique de $7,85 \text{ kg/dm}^3$ et servent de base de facturation.
2. Les variations des dimensions, des poids et de la qualité sont tolérées dans la limite des normes communément admises ou des usages en vigueur.

IV. Expédition, emballage et transfert de risques

1. Nous expédions la marchandise aux frais et risques de l'acheteur étant entendu que le choix d'un expéditeur ou d'un transporteur convenable nous appartient. A la demande et aux frais du client, un contrat d'assurance permettant de couvrir les risques liés au transport peut être souscrit.
2. Les frais d'expédition sont facturés sous forme de supplément de fret en fonction de la base de fret convenue.
 - a) Nous prenons en charge le transport franco de port pour :
 - le transport par voie ferroviaire : jusqu'à la gare de destination
 - le transport par camion : jusqu'au destinataire
 - le transport par voie navigable (dans la mesure où cela a été convenu) : jusqu'au port de destination.
 - b) Le supplément de frais pour une expédition au sein de la République Fédérale allemande est fixé, depuis le lieu d'expédition/de départ convenu jusqu'au lieu de destination défini sous a), comme suit :
 - aa) Pour un transport par voie ferroviaire, le supplément de fret relatif au trajet entre la base de fret et la gare de destination au sein de la République Fédérale allemande est calculé en fonction de la distance parcourue conformément aux tarifs ferroviaires allemands (« DEGT ») en vigueur indiqués dans notre catalogue de fret.
 - bb) Pour un transport par camion, le supplément de fret est calculé comme suit :

- Le supplément de fret est calculé conformément à notre catalogue de fret et en fonction de la distance kilométrique (transport routier) entre le lieu de départ et le lieu de destination.
 - Nos suppléments de fret publiés sont valables si le transport est organisé par nous.
 - En cas d'organisation du transport par l'acheteur, un supplément conformément à notre liste tarifaire de supplément de fret sera facturé.
 - Si nous avons accepté un enlèvement par des véhicules appartenant au destinataire (=transport pour compte propre), nous facturons le supplément de fret 26 t pour le trajet entre la base de fret et le destinataire et remboursons le supplément de fret 26 t pour le trajet entre le lieu d'expédition et le destinataire et ce, selon les tarifs de fret si le transport est organisé par nous.
 - Le transport par camion suppose une voie d'accès libre par route solide et praticable jusqu'au lieu de déchargement. Le supplément de fret couvre uniquement les frais de transport. Les frais supplémentaires engendrés à l'occasion du transport seront facturés séparément.
- c) Pour un transport par voie navigable sur le plan national ou international ainsi que pour un transport par voie ferroviaire ou camion à l'étranger, le supplément de fret sera convenu au cas par cas.
- d) Dans la mesure où ils ne sont pas compris dans le supplément de fret, nous facturons les frais supplémentaires séparément. Le surplus de frais résultant de l'exécution de la livraison et pour lesquels aucun supplément de fret n'a été convenu, sont à la charge de l'acheteur, sauf si nous sommes responsables de leur origine.
3. En matière d'expédition, les dispositions supplémentaires ci-après s'appliquent :
- a) Nous avons le droit de refuser le chargement des véhicules que nous jugeons inadaptés pour garantir un transport fiable du point de vue des règles de sécurité ou qui ne possèdent pas des dispositifs de fixation adaptés pour sécuriser le chargement.
 - b) L'acheteur est responsable du déchargement. L'acheteur a l'obligation de restituer au transporteur les wagons et autres unités de chargement au complet avec tous les éléments mobiles après les avoir déchargés, entièrement vidés, nettoyés ou décontaminés conformément à la réglementation en vigueur.
4. Dans le cas où le chargement ou le transport des marchandises vient à être retardé pour un motif imputable à l'acheteur, nous sommes en droit, selon notre appréciation, d'entreposer la marchandise aux frais et risques de l'acheteur et de prendre toutes mesures conservatoires nécessaires à la préservation de la marchandise. Ceci vaut également pour toute marchandise mise à disposition pour expédition et n'ayant pas été retirée dans les 4 jours. Les dispositions légales relatives au retard d'acceptation et le droit à facturation conformément aux dispositions de la section A.II.6. ne s'en trouvent pas affectés.
5. La marchandise est en principe livrée sans emballage et sans protection quelconque. Par conséquent, toute corrosion extérieure, les souillures ou détérioration des surfaces dues au transport ne sauraient être considérés comme défauts de la chose livrée. Tout emballage ou dispositif de protection particuliers (par exemple pour entreposage prolongé

ou transport maritime) ne seront exécutés que sous réserve d'une commande expresse et en contrepartie d'une rémunération supplémentaire. Aucun emballage, dispositif de protection ou autre dispositif de manutention n'est repris.

6. En cas de sinistre dû au transport, l'acheteur est tenu de procéder immédiatement à une déclaration auprès des organismes compétents.
7. Sauf disposition contraire, le transfert à l'acheteur du risque de la perte fortuite et de la détérioration de la marchandise s'opère en cas de transport au moment de sa remise à la personne chargée du transport. Dans les autres cas, le transfert des risques à l'acheteur s'opère au moment de la mise à disposition de la marchandise pour expédition. En cas de livraison ou mise à disposition à la demande de l'acheteur, le transfert des risques à l'acheteur s'opère, en fonction de l'évènement qui survient le premier, soit au moment de la remise de la marchandise où à l'expiration d'un délai de sept jours civils à compter de l'avis de disponibilité de la marchandise pour expédition. Les dispositions de l'article B. IV. 4 ne s'en trouvent pas affectées.

V. Garantie pour vices

1. La conformité de notre marchandise aux caractéristiques contractuelles et l'absence des vices est déterminée exclusivement sur la base des conventions expresses relatives à la qualité et la quantité des marchandises à livrer au moment du transfert des risques, étant précisé que les variations minimales dues à la production dans la limite des seuils de tolérance admis par les usages commerciaux ou les normes en vigueur ne sauraient constituer un vice. Une prise en charge de la responsabilité au titre d'un type d'utilisation spécifique ou d'une caractéristique particulière est subordonnée à un accord exprès des parties. Dans tous les autres cas, les risques que peuvent présenter une telle utilisation ou caractéristique restent à la charge exclusive de l'acheteur. Après le transfert des risques, aucune garantie n'est accordée au titre de la détérioration ni de la perte, ni d'utilisation non conforme de la marchandise.
2. Le contenu d'une spécification et un type d'utilisation éventuellement convenus dans le cadre d'une convention expresse ne constituent pas une garantie. La prise en charge d'une telle garantie nécessite une convention écrite.
3. L'acheteur a l'obligation de contrôler la marchandise dès réception. La mise en jeu de la garantie pour vices est subordonnée à l'obligation de signaler les vices apparents immédiatement et par écrit. Les vices cachés doivent être signalés dès leur découverte.

Après réception qui a fait l'objet d'une convention, toute revendication au titre des vices qui auraient pu être constatés lors de cette réception est exclue.

4. En cas de réclamation, l'acheteur doit nous permettre de contrôler sans délai la marchandise réclamée. A notre demande, la marchandise faisant l'objet de réclamation ou un échantillon de celle-ci doivent être mis à notre disposition à nos frais. En cas de réclamations injustifiées, nous nous réservons le droit de mettre à la charge de l'acheteur les frais de transport et de manutention engendrés, ainsi que les frais de contrôle sur la base des prix pratiqués en la matière.
5. Dans le cas de produits vendus comme matériel déclassé (par exemple du matériel dénommé II-a), l'acheteur ne bénéficie d'aucun droit au titre de la garantie pour vices ni

pour ce qui concerne les défauts indiqués ni pour ceux auxquels il peut raisonnablement s'attendre.

6. En cas de vice, nous procéderons à la réparation soit par une livraison de remplacement soit par la réalisation des travaux de réparation étant précisé que le choix de l'une ou de l'autre mesure nous appartient, en tenant compte des intérêts de l'acheteur.

S'il s'avérait que nous ne sommes pas en mesure de nous acquitter de notre obligation de réparation ou de livraison de remplacement de façon satisfaisante et dans un délai raisonnable, l'acheteur a la faculté de nous fixer un délai convenable pour nous permettre l'exécution de notre obligation de réparation ou de livraison de remplacement. A l'expiration de ce délai, et si notre obligation au titre de la réparation ou de livraison de remplacement n'est toujours pas exécutée, l'acheteur peut, conformément aux dispositions légales, soit demander la réduction du prix de vente soit résilier le contrat. Tous autres droits, tels que le droit à dommages et intérêts ou au remboursement des dépenses engagées en vain n'existent que dans la limite des dispositions figurant à la section C des présentes conditions.

Si les produits laminés plats s'avéraient atteints des vices qui n'affectent que quelques parties identifiables de la marchandise et à condition que ces vices n'altèrent pas de façon significative l'utilisation de toutes les autres parties de la marchandise livrée, l'acheteur bénéficie, par dérogation aux dispositions de la phrase 1, au titre de la garantie pour vices d'un droit de réduction convenable du prix de vente. Le montant de la réduction du prix de vente doit faire l'objet d'une convention conclue au cas par cas.

7. En cas de vice juridique, le droit nous est ouvert de réparer en procédant à son élimination dans un délai raisonnable qui, en règle générale, est d'au moins deux semaines à compter de la notification de l'existence du vice. Par ailleurs, les dispositions de la section V.6., phrases 2 à 3, demeurent applicables.
8. Sans que cela exclut l'application des §§ 478, 479 du Code civil allemand (BGB) et sauf convention expresse entre les parties, le délai de prescription dans le cas d'une livraison des biens meubles atteints de vices qui, conformément à leur destination d'usage ont été utilisés dans la construction d'un immeuble et se trouvent ainsi à l'origine de sa défectuosité, s'élève à trois ans à compter de la livraison.
9. Sans que cela exclut l'application des §§ 478, 479 du Code civil allemand (BGB) et sauf convention expresse entre les parties, le délai de prescription dans le cas d'une livraison de tous autres biens meubles défectueux expire un an après la livraison.
10. La réparation ou la livraison de remplacement n'ont pas pour effet de faire courir le délai de prescription à nouveau.
11. En cas de dommages corporels ou de dommages survenus sur les objets à usage privé ou en cas de faute intentionnelle, les délais de prescription imposés par la loi s'appliquent par dérogation aux dispositions des articles V.8. à V. 10.
12. Le droit de recours de l'acheteur selon § 478 du Code civil allemand (BGB) à notre encontre est restreint aux limites légales du droit à garantie exercé par un tiers contre l'acheteur et suppose que l'acheteur ait rempli ses obligations de contrôle et de réclamation envers nous. L'acheteur est obligé d'éviter, dans la mesure du possible, le recours.

C. Limitation générale de responsabilité

1. Notre responsabilité en matière de dommages et intérêts ou concernant l'obligation de remboursement est exclue ou limitée conformément aux dispositions de la section C des présentes conditions, et ce quelque soit la nature juridique du droit invoqué.
2. Notre responsabilité n'est engagée qu'en cas de faute intentionnelle ou de négligence grossière de nos représentants légaux ou de nos préposés ou en cas de violation fautive des obligations essentielles du contrat.
3. En cas de violation fautive des obligations essentielles du contrat, exceptés les cas de faute intentionnelle ou de négligence grossière de nos représentants légaux ou préposés, notre responsabilité se limite exclusivement à un dommage prévisible et caractéristique pour ce type contrat.
4. Toute responsabilité pour perte de production ou de bénéfice est dans tous les cas exclue.
5. En l'absence d'une couverture d'assurance d'une valeur supérieure ou des droits à réparation d'une valeur supérieure à l'encontre de tiers n'appartenant pas au groupe, la mise en jeu de notre responsabilité sur quelque fondement juridique que ce soit est globalement limitée à la valeur totale de la commande et, en cas d'actions d'appel des produits sur la base d'un contrat cadre, elle est limitée à la valeur des marchandises appelées.
6. Les exclusions et limitations de responsabilité évoquées dans les présentes Conditions générales de livraison et de paiement ne s'appliquent ni aux dommages corporels, ni aux dommages causés aux objets à usage privé ni à tous les autres cas où la mise en jeu de la responsabilité est obligatoire en vertu des dispositions légales.

D. Autres dispositions

I. Impôts, droits de douane et taxes

1. Les ventes réalisées sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur. Elle fait l'objet d'une facturation séparée et vient s'ajouter au prix de vente.
2. Les livraisons transfrontalières s'entendent hors droits de douane ou d'impôts. Dans la mesure où des droits de douane, d'impôts ou autres taxes sont prélevés, ils sont mis à la charge de l'acheteur.

II. Preuve de l'exportation

Dans l'hypothèse où un acheteur résidant hors de la République fédérale d'Allemagne ou son mandataire enlève la marchandise et la transporte ou l'expédie à l'étranger, l'acheteur doit nous apporter la preuve de ce transport ou de cette expédition par la remise des justificatifs satisfaisant aux exigences de la loi de la République fédérale d'Allemagne relative à la taxe sur la valeur ajoutée. A défaut de production de preuve dans un délai de trente jours suivant la remise de la marchandise, l'acheteur doit payer la taxe sur la valeur ajoutée au taux en

vigueur applicable aux livraisons réalisées sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne.

III. Traitement informatique des données

1. Les données recueillies dans le cadre de la relation contractuelle et de l'exécution de la commande sont traitées et conservées électroniquement par les systèmes de traitement des données.
2. Nous nous réservons le droit de transmettre les données relatives à l'exécution du contrat et du paiement, ainsi que toutes informations utiles relatives au contrat de nature à permettre l'évaluation de la solvabilité à des compagnies d'assurance et aux établissements garantissant les crédits fournisseurs.

IV. Droit applicable

Les relations juridiques entre les parties contractantes sont exclusivement soumises au droit allemand en vigueur à l'exclusion de la « Convention des Nations Unies du 11.04.1980 sur les contrats de vente internationale des marchandises ».

V. Lieu d'exécution et clause attributive de compétence

1. **Le lieu d'exécution pour les deux parties contractantes est fixé au siège de Peine.**
2. **Les tribunaux de Braunschweig sont compétents. Toutefois, la faculté nous est ouverte de poursuivre l'acheteur devant les juridictions de son siège social.**

Peiner Träger GmbH • Gerhard-Lucas-Meyer-Straße 10 • D-31226 Peine
Téléphone +49 5171 91-01 • **Télécopieur** +49 5171 91-9262 • **Internet** www.peinertraeger.de